

## Maël De Calan : Une tentation populiste malgré lui ?

*Dans un entretien à la presse écrite locale le 18 Juin, Maël de Calan, livre un flot de positions toutes aussi incohérentes par rapport à sa propre action, que fallacieuses vis-à-vis de la gauche. Le président du Conseil départemental du Finistère semble finalement toujours si prompt à étoffer sa candidature ministérielle permanente tout en accentuant une forme de démagogie locale.*

Bien que le contexte soit propice à la multiplicité des réactions et à l'intensité des propos, il n'en demeure pas moins qu'un apaisement politique est attendu notamment dans le camp des responsables fidèles aux principes républicains. Ce n'est pas le choix fait par Maël De Calan dans son entretien du 18 Juin.

Le vote massif du 9 juin, au scrutin européen, en faveur de l'extrême droite doit bien évidemment être entendu. Cette montée prend sa source dans l'intensification du sentiment d'abandon mais aussi dans la porosité des valeurs défendues entre les droites traditionnelle, nationaliste et extrême.

En 22 ans séparant le choc politique des présidentielles de 2002 et le choc des européennes en 2024, comment a évolué l'électorat finistérien ?

Si l'on analyse 3 blocs électoraux entre 2002 et 2024, on voit bien d'où peuvent provenir les voix de l'extrême-droite en Finistère.

- Concernant la gauche modérée : 85 000 électeurs pour Lionel Jospin en 2002, 80 000 pour Raphaël Glucksman en 2024: Une certaine stabilité et fidélité même si une fraction s'est sans doute évaporée vers le macronisme
- Concernant l'extrême droite : 50 000 électeurs pour Jean-Marie Le Pen en 2002, 98 000 pour Jordan Bardella en 2024. Un doublement qui forcément traduit l'évolution d'un électorat séduit par l'extrême droite contemporaine.
- Concernant la droite traditionnelle : 101 000 électeurs pour Jacques Chirac en 2002, 28 000 pour François-Xavier Bellamy en 2024. Même en intégrant le résultat de Valérie Hayer, cela ne comble pas ce gouffre qui traduit finalement une lente mais certaine mutation de l'électorat d'une droite traditionnelle vers une extrême droite.

Est-ce la gauche finistérienne qui a évolué vers un extrémisme ? C'est plutôt l'électorat de la droite finistérienne qui a muté vers son extrême.

Au lieu de réaliser des comparaisons erronées entre les similitudes des valeurs défendues par la droite extrême et celles de la gauche unie, c'est plutôt la lutte contre le rejet de l'action publique (dont la responsabilité incombe à tous les bancs politiques), la montée de la démagogie permanente, et le respect des élus locaux qui devrait guider le président du Conseil départemental.

Comment peut-on venir donner des leçons à la gauche finistérienne sur le plan idéologique, quand soi-même on est discrédité par les faits passés :

- lorsque Maël De Calan investissait Martial Koffi aux élections départementales de 2015 à Brest pour défendre son projet départemental de droite de l'Alliance pour le Finistère, et qu'à présent le même Martial Koffi est candidat permanent d'extrême-droite : en 2020 aux municipales, en 2021 aux départementales et encore 2024 aux législatives anticipées
- quand sur le marché de Lambézellec en 2021, Maël De Calan distribuait des tracts aux côtés d'Yves Pagès appelant à refuser l'attribution de "*subventions aux associations séparatistes et radicalisées*" et à "*stopper le financement par le Département des faux mineurs isolés clandestins*", utilisant alors tout le fiel et le vocabulaire de l'extrême droite la plus dure. Encore plus, lorsque l'on sait que Yves Pagès a ensuite soutenu Eric Zemmour, avec une réaction bien timide de Maël De Calan.

Comment peut-on venir donner des leçons pour lutter contre la démagogie quand soi-même on a mené une campagne visant à devenir président du Conseil départemental :

- en usant d'un populisme éhonté sur les "*voitures avec chauffeurs*" du Conseil départemental, permettant à l'exécutif de mener à bien son action. Campagne contre des soi-disant privilèges d'élus, mais dont désormais Maël de Calan est bien satisfait de disposer aujourd'hui (véhicule et son chauffeur). Lutter contre la démagogie dites-vous ? Sauf visiblement quand cela vous sert.
- en allant sur le terrain de l'extrême droite en 2021 pour exiger la signature d'un protocole entre les services du Conseil départemental et l'Etat pour alimenter un fichier national dont l'objectif est de faciliter le fichage des Mineurs Non Accompagnés - dits mijeurs en cas de doute sur leur minorité ? La frontière avec la droite extrême est presque franchie.

Ce n'est certainement pas en 2024, alors qu'il est désormais Président du Conseil départemental, que Maël De Calan va se transformer en "chevalier blanc" de la cohérence politique.

Pour faire "*barrage à la vague populiste en 2024*", Maël De Calan répond que "*les élus doivent aussi clarifier leur position*". Qui se souvient de la position de Maël De Calan pour les élections européennes de 2024 ? Son mutisme a été total. A-t-il soutenu François-Xavier Bellamy (LR), Valérie Hayer (Renaissance) ?

Oui, nous avons le devoir de nous exprimer pour défendre la République - mais pas seulement quand cela arrange les équilibres politiques actuels et futurs, ou encore pour servir une perpétuelle candidature à un poste ministériel.

Puisque la lutte contre la démagogie semble être un combat commun entre la majorité départementale de droite et son opposition, 5 propositions concrètes lui ont été formulées lors de la séance plénière du Conseil départemental du 19 Juin :

- Proposition #1 : Écouter et associer la jeunesse, via la mise en place d'ateliers de jeunes finistériens qui s'investissent sur les compétences départementales et fassent des propositions issues de la jeunesse.
- Proposition #2 : Respecter et confirmer les 54 conseillers départementaux du Finistère comme des relais locaux de proximité, en garantissant l'accès aux services départementaux pour tous les élus, sans nier le fait majoritaire dans l'assemblée départementale.

- Proposition #3 : Agir immédiatement et durablement en faveur de la ruralité et des quartiers populaires, en fléchissant une part très forte des volets 1 et 2 du Pacte Finistère 2030 dès 2025
- Proposition #4 : Mettre en place un budget participatif d'1M€, financé par une réduction du budget de la politique d'attractivité notamment résidentielle car notre Département peine à faire face à la crise du logement
- Proposition #5 : Tisser davantage de liens dans la société, renforcer l'engagement et le civisme des collégiens, via le renforcement de classe "Cadets de la Sécurité Civile".

Ces 5 propositions concrètes, anti-démagogie, financées sérieusement et qui demeurent cohérentes avec la stratégie du groupe Finistère et Solidaire d'apporter, à chaque séance plénière, des propositions concrètes.

Enfin, s'agissant de la démocratie, elle est outragée en permanence par la majorité départementale de Maël De Calan en évinçant et invisibilisant les 26 conseillers départementaux de gauche de l'action publique.

En Juin 2021, les Finistériens ont choisi de manière claire : 13 cantons en faveur d'un projet départemental de gauche, 14 cantons en faveur d'un projet départemental de droite. Il en résulte donc 27 binômes d'élus départementaux, bénéficiant de la même légitimité vis-à-vis de l'électorat finistérien. A chaque fois que Maël de Calan écarte, omet, discrédite un conseiller départemental, ce sont les Finistériens d'un canton qui sont insultés et atteints.

Présider un Département, c'est avant tout être le président de tous les Finistériens, s'élever à cette hauteur comme ses prédécesseurs - Pierre Maille et Nathalie Sarrabezolles - ont su faire. Cela indépendamment que les Finistériens aient voté, sur chaque canton, à droite, à gauche, à l'extrême droite, à l'extrême gauche. Le respect de chacun des 54 membres de l'assemblée départementale est indispensable pour rassembler autour de l'action publique finistérienne. C'est ce que Maël De Calan évoque dans son entretien "*il est plus facile de cliver que de rassembler*", mais qu'il n'applique pas au sein de l'assemblée départementale.

Dans son appel aux maires de Bretagne, Maël De Calan entend chercher à fédérer les maires finistériens autour de son seul panache.

Aux maires, de droite, de gauche ou sans étiquette, je leur dis de ne pas se laisser manipuler par Maël De Calan mais de résister ! Pour beaucoup d'entre eux, les maires n'ont pas attendu l'appel du Président du Conseil départemental pour s'exprimer ou pour partager auprès de la population leur combat contre les idées rétrogrades et dangereuses de l'extrême droite. D'ailleurs Maël De Calan s'est-il soudainement transformé en nouveau président de l'AMF et l'AMFR, et à l'échelle de toute la Bretagne ?

Qu'advient-il à celles et ceux qui ne soutiendraient pas formellement l'action soudaine du Président du Conseil départemental ? Seront-ils accusés de faire le lit de l'extrême-droite ? Subiront-ils une réduction de subventions dans le Pacte Finistère 2030 ?

C'est pourtant ce que certains d'entre eux craignent au regard, des premières réactions des dernières heures, et des 2,5 ans d'instruction de cette contractualisation commune-département où le "on s'arrangera" fait loi et où la couleur politique voire le soutien du maire à l'action départementale semblent être des critères pour le coup... très loin d'être démocratiques et tournées vers l'intérêt général.

Aux finistériens, de droite et de gauche, j'appelle à refuser de tomber dans les discours démagogiques que peuvent tenir les candidats de l'extrême-droite lors des élections législatives, ainsi que dans le discours incohérent et récupérateur de Maël De Calan.

Le Finistère est riche d'une grande diversité, du littoral à nos terres rurales, où règnent une solidarité permanente digne de la solidarité des gens de mer, et un esprit d'ouverture rejetant tout extrémisme.

En 2024, nous souhaitons que le Finistère demeure cette digue qui résiste au populisme ambiant.

**Kévin FAURE**